

produits agroalimentaires canadiens. Ces trois programmes (SEA, SCPA et CCCPA) visent à aider le secteur agroalimentaire à atteindre son objectif d'exportation de 20 milliards de dollars d'ici l'an 2000.

Au cours de l'année financière 1995-1996, et abstraction faite des missions d'Équipe Canada, les activités de **promotion du commerce international** ont donné les résultats suivants :

- participation de 400 entreprises canadiennes à des missions à l'étranger;
 - 26 000 prestations, par les missions à l'étranger, de renseignements sur les marchés et sur la situation du commerce (en 1996-1997);
 - participation de 1 500 personnes aux foires commerciales organisées par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international;
 - participation de 370 acheteurs étrangers aux colloques sur les marchés;
 - visites de 30 000 représentants d'entreprises canadiennes aux missions à l'étranger;
 - 330 000 demandes reçues d'entreprises canadiennes ou locales par les missions à l'étranger.
- *Le Rapport sur l'accès au marché international*, qui doit paraître à la fin de mars 1997, exposera les priorités en ce qui concerne l'amélioration de l'accès des produits, services et investissements canadiens à divers marchés phares dans le cadre d'initiatives multilatérales, régionales et bilatérales durant l'année à venir. Ensemble, les marchés compris dans le rapport ont absorbé plus de 95 % des exportations canadiennes en 1996.

Le rôle de la politique commerciale

Des objectifs ambitieux de politique commerciale vont de pair avec les activités de promotion commerciale du gouvernement, l'un et l'autre volet servant à assurer aux entreprises canadiennes un accès concurrentiel aux marchés mondiaux. Les efforts déployés pour faciliter et promouvoir les échanges commerciaux et les objectifs canadiens en matière de politique commerciale sont complémentaires.

Par sa politique commerciale, le Canada cherche à favoriser une amélioration continue de la qualité, de la précision et de la portée des règles internationales concernant le commerce et l'investissement. À l'heure actuelle, le gouvernement s'efforce notamment de :